

AMNESTY INTERNATIONAL

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

AI Index: AFR 31/003/2004 (Document Public)
Nr du Service de Presse : 070
26 mars 2004

Côte d'Ivoire: Usage excessif de la force à la suite d'une manifestation interdite

Amnesty International s'inquiète de l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre qui ont tiré à balles réelles sur des manifestants non armés à Abidjan le 25 mars 2004. Des hélicoptères MI 24 ont également été utilisés pour lancer des grenades lacrymogènes sur la foule.

La manifestation, lancée à l'appel de plusieurs partis politiques - notamment, le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) l'ancien parti unique, le Rassemblement des Républicain (RDR) et les Forces Nouvelles (FN), qui regroupent les éléments qui se sont soulevés en septembre 2002 contre le gouvernement du président Laurent Gbagbo - a entraîné la mort d'au moins 25 personnes dont trois policiers. Ces affrontements sont les plus violents qu'a connus Abidjan depuis le début de l'insurrection armée en septembre 2002. Les manifestants qui protestaient de manière pacifique se sont heurtés aux forces de l'ordre qui cherchaient à les empêcher de parvenir au centre ville.

Ces partis manifestaient en faveur de l'application des accords de Linas-Marcoussis signés en janvier 2003 par toutes les parties ivoiriennes et dénonçaient les blocages du processus de paix qu'ils imputent au chef de l'État, le président Gbagbo. Ce dernier avait interdit par décret quelques jours plus tôt toute marche jusqu'au 30 avril 2004 et les forces de l'ordre avaient prévenu qu'elles empêcheraient la manifestation du 25 mars 2004 par tous les moyens.

Les forces de l'ordre ont fait usage de la force contre des militants du PDCI qui voulaient quitter le siège de leur parti et les ont aspergés de gaz lacrymogènes. Les forces de l'ordre ont ensuite encerclé toute la journée le siège de ce parti où se sont retrouvées enfermées près de 300 personnes dont de nombreuses femmes.

Plusieurs témoins joints par Amnesty International ont affirmé que les forces de l'ordre ont tiré à balles réelles sur les manifestants qui étaient non armés. L'un de ces témoins a raconté à Amnesty International : *"Vers 7.00 du matin, à Wassakara, un quartier de Yopougon (au nord d'Abidjan), les forces de l'ordre ont demandé aux manifestants de se retirer. Lorsque ceux-ci ont refusé, ils ont d'abord tiré des gaz lacrymogènes puis à balles réelles sur les manifestants qui étaient mains nues. Deux manifestants sont tombés sous mes yeux : Ayemou Kouakou Jacques (touché au thorax) et Coulibaly Mamadou, étudiant en maîtrise de géologie, touché au bas-ventre."*

Certains manifestants s'en sont pris aux forces de l'ordre, notamment dans le quartier d'Abobo où ils ont tué deux policiers après s'être emparés de leurs armes. Des sources indiquent que leurs cadavres ont ensuite été entaillés à coups de machettes. Les manifestants se sont finalement dispersés vers la fin de

la journée.

Les partis d'opposition ont appelé à une nouvelle manifestation pour aujourd'hui, vendredi 26 mars 2004. Par ailleurs, le RDR et les Forces nouvelles ont annoncé qu'elles suspendaient leur participation au gouvernement de réconciliation nationale. Le PDCI, pour sa part, s'était déjà retiré de ce gouvernement au début du mois de mars 2004. Le parti du président Gbagbo, le Front Populaire Ivoirien (FPI) a qualifié la manifestation d'hier de *"tentative d'insurrection armée"*.

"Face à des événements d'une telle gravité où chaque partie rejette sur l'autre la responsabilité d'événements qui ont conduit à la mort d'au moins 25 personnes, Amnesty International demande la constitution d'une enquête indépendante afin de faire la lumière sur ces événements et traduire en justice les responsables de cet usage excessif de la force," affirme l'organisation.

Les autorités ont également fait pression sur les journalistes afin de les empêcher de couvrir cette manifestation. Des militaires ont proféré des menaces verbales contre des journalistes étrangers, notamment ceux d'une chaîne de télévision française, France 2, afin de les intimider et de les dissuader d'aller couvrir cette manifestation. De plus, les stations de radio étrangères, dont RFI, la BBC et Africa No 1 ne peuvent plus être entendues à Abidjan comme cela avait déjà été le cas au début du soulèvement armé de septembre 2002.

Amnesty International proteste contre ces manoeuvres répétées de certaines autorités gouvernementales visant à empêcher la liberté d'information en Côte d'Ivoire. De plus, quatre journalistes ont été brièvement interpellés lors de cette manifestation, il s'agit de Al Séni, Mesmer Agbola et Kady Sidibé du journal le Patriote, proche du RDR et Liah Ignace, journaliste du quotidien, Le Nouveau Réveil, proche du PDCI. Une quatrième personne, Willy Aka, photographe pour le quotidien indépendant, L'intelligent d'Abidjan, a été agressée par les forces de l'ordre qui ont détruit son matériel.

Amnesty s'inquiète également du sort des nombreuses personnes arrêtées depuis hier et détenues en garde à vue. *"Ces personnes encourent des risques sérieux de torture et de mauvais traitements. En effet, lors de précédentes manifestations, notamment en décembre 2000, des dizaines de personnes ont fait l'objet de tortures, y compris de sévices sexuels et nous lançons un appel aux autorités pour qu'elles donnent des ordres stricts aux forces de l'ordre afin que les droits fondamentaux de toute personne arrêtée soient respectés,"* affirme l'organisation.

De plus, Amnesty International demande aux autorités de permettre au Comité international de la Croix-Rouge (CICR) d'avoir immédiatement accès aux personnes détenues afin de veiller à ce que leur sécurité soit garantie et qu'elles puissent bénéficier de soins médicaux et d'un accès rapide à leurs familles et à des avocats.

L'organisation demande également la libération de tous les prisonniers d'opinion détenus depuis hier, à savoir toute personne qui a exercé hier son droit d'expression sans avoir recours à la force.

Vous pouvez également contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, UK, on +44 20 7413 5566. Amnesty International, 1 Easton St., WC1X 0DW. web: <http://www.amnesty.org>

For latest human rights news view <http://news.amnesty.org>

